



19 janvier 2021

L'honorable Marc Garneau, ministre des Affaires étrangères
Monsieur Rob Oliphant, Secrétaire parlementaire du ministre des Affaires étrangères
125, promenade Sussex
Ottawa (Ontario) K1A 0G2

Monsieur le ministre et monsieur le secrétaire parlementaire,

La Commission Justice et Paix du Conseil canadien des Églises presse le gouvernement du Canada de signer et de ratifier le Traité de l'ONU sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN). Ce faisant, nous unissons nos voix à celles d'autres organisations de la société civile au Canada et à des organisations mondiales comme le Conseil œcuménique des Églises (COE) et d'autres conseils nationaux d'Églises qui demandent à leur gouvernement de faire de même.

Il y a des décennies que le Conseil canadien des Églises appelle à un monde sans armes nucléaires. Plus récemment, en 2018, les dirigeants de nos 26 Églises membres ont adressé une lettre au premier ministre afin d'exhorter le gouvernement à appuyer le traité. Nous estimons que la paix est au cœur de la mission et de l'identité de toutes les Églises membres du Conseil canadien des Églises. Le rétablissement de la paix nécessite l'abolition de la guerre et la transformation des conflits, ce qui exige l'élimination des armes de destruction massive.

Le 24 octobre 2020, le TIAN a atteint le nombre requis de 50 ratifications et, le 22 janvier 2021, soit 90 jours après la cinquantième ratification, il entrera en vigueur.

Depuis plusieurs dizaines d'années, le CCÉ plaide pour la collaboration en vue d'interdire la fabrication, l'expérimentation et l'utilisation des armes nucléaires, et il s'emploie à convaincre le gouvernement du Canada du caractère immoral des armes nucléaires et de la nécessité de les éliminer complètement. En tant que communauté d'églises au Canada, nous sommes convaincus que les armes nucléaires sont un mal et qu'elles posent à l'existence de l'humanité une menace unique. Le nombre des États qui possèdent des armes nucléaires continue d'augmenter et, par conséquent, la possibilité que des terroristes et d'autres acteurs non gouvernementaux fassent l'acquisition d'armes nucléaires.

Au début de l'année 2020, le monde que nous connaissions s'est transformé brusquement et radicalement sous l'action de la nouvelle pandémie de coronavirus. Des milliers de personnes meurent tous les jours et jusqu'à un quart de la population mondiale vit ou a vécu une forme de confinement, les frontières nationales se sont fermées et les économies se sont arrêtées. Dans

certaines régions du monde, les systèmes publics de santé et le personnel soignant ont été complètement débordés.

Les retombées de la crise sanitaire mondiale actuelle ressemblent à ce que seraient les suites d'une attaque nucléaire. Comme pour la pandémie de COVID-19, les conséquences sanitaires, environnementales et économiques d'une explosion nucléaire ne se limiteraient pas à la ville ou au pays bombardés.

Les essais nucléaires ont fait la preuve que les radiations peuvent se répandre dans l'atmosphère, les océans, les plantes, les animaux et contaminer des populations entières. La pandémie nous a montré comme jamais à quel point nos économies sont liées et quel impact peuvent avoir des interruptions à un endroit donné sur les chaînes de production partout à travers le monde. On peut concevoir qu'une attaque nucléaire, n'importe où dans le monde, aurait les mêmes conséquences.

Mais nous savons que, contrairement à la pandémie, nous avons ce qu'il faut pour prévenir une attaque nucléaire. Le TIAN, adopté par les Nations unies en 2017, nous fournit la réponse. Maintenant que 50 pays l'ont ratifié, il entrera en vigueur le 22 janvier 2021.

Nous pressons votre gouvernement de saisir l'occasion de l'entrée en vigueur du Traité pour s'unir à la communauté grandissante des États qui ont rejeté entièrement les armes nucléaires. Nous vous demandons de signer et de ratifier le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires.

En vous remerciant, monsieur le ministre et monsieur le secrétaire parlementaire, de l'attention que vous accorderez à la présente, nous suivrons avec attention l'engagement fructueux du gouvernement pour une paix durable et pour la sécurité de l'humanité.



Donna Geernaert, S.C.

Présidente, Commission Justice et Paix du Conseil canadien des Églises

c. c.:

M. Michael Chong, critique pour les Affaires étrangères, Parti conservateur du Canada

M. Stéphane Bergeron, critique pour les Affaires étrangères, Bloc Québécois

M. Jack Harris, critique pour les Affaires étrangères, Nouveau Parti démocratique

M. Jeff Wheeldon, critique pour la Paix et le Développement, Parti vert du Canada

Rév. Stephen Kendall, président, Conseil canadien des Églises

Rév. Peter Noteboom, secrétaire général, Conseil canadien des Églises